

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/67**

**G/SCM/W/76**

10 octobre 1995

(95-2999)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE VENEZUELA<sup>1</sup> AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS MEXICAINES<sup>2</sup>

La Mission permanente du Mexique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 septembre 1995.

### LEGISLATION DU MEXIQUE EN MATIERE DE MESURES ANTIDUMPING ET DE MESURES COMPENSATOIRES QUESTIONS DU VENEZUELA

S'agissant de la législation mexicaine en matière de mesures antidumping, de subventions et de mesures compensatoires, notifiée au titre de l'article 18.5 de l'Accord antidumping et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC le 2 mai 1995, le Venezuela souhaite poser les questions ci-après:

#### Détermination de l'existence d'une subvention et définition du terme

**La législation mexicaine en matière de subventions et de droits compensateurs ne contient aucune disposition touchant la détermination de l'existence d'une subvention et le calcul du montant de celle-ci et n'est guère explicite quant aux ajustements concernant le montant de la subvention et la définition de la subvention.**

**Comment les autorités mexicaines déterminent-elles le volume des importations ou le montant de la subvention et les ajustements à opérer et sur quels critères se fondent-elles pour établir si une pratique peut être considérée comme une subvention au sens des articles premier, 2 et 14 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?**

---

<sup>1</sup>G/ADP/W/38-G/SCM/W/46.

<sup>2</sup>G/ADP/N/1/MEX/1 et G/SCM/N/1/MEX/1.

## Réponse

La méthode qui sert à calculer l'avantage conféré au bénéficiaire d'une subvention a été dûment élaborée par l'autorité chargée de l'enquête et utilisée dans plusieurs cas. L'avantage consiste, en gros, en un transfert de ressources dans des conditions qui ne sont pas celles du marché. Il correspond donc à la différence entre le prix du marché et le prix effectivement payé multipliée par la quantité du produit subventionné considéré (eau, électricité, etc., pour ce qui concerne les subventions touchant des facteurs de production). Voir par exemple les décisions préliminaires sur les produits laminés plats en acier, publiées au Journal officiel des 14, 17 et 18 avril 1995. Il est à noter que cette méthode n'a pas encore été incorporée à la législation nationale. Elle figure parmi les modifications et adjonctions que l'on prévoit d'apporter à la Loi sur le commerce extérieur et à son Règlement d'application, et devra être entièrement compatible avec les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Il est à noter cependant que l'autorité mexicaine chargée de l'enquête est tenue d'appliquer les articles premier, 2 et 14 de l'Accord. En effet, cette obligation est consacrée à l'article 133 de la Constitution des Etats-Unis du Mexique, qui prévoit que la Constitution et les lois adoptées par le Congrès, ainsi que les traités qui sont conformes à la Constitution conclus par le Président de la République après approbation par le Sénat, sont les textes suprêmes de toute l'Union. Au Mexique, les traités sont directement appliqués, ce qui signifie qu'un acte législatif n'est pas nécessaire après leur promulgation pour qu'ils soient mis en oeuvre, et qu'ils sont incorporés directement au droit interne. L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de 1994, qui remplit ces conditions, fait donc partie de la législation mexicaine en matière de pratiques déloyales et occupe le même rang que la Loi sur le commerce extérieur dans la hiérarchie des normes.

Il n'y a pas conflit entre les deux régimes puisque l'article 2 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit que les dispositions de cette loi sont d'ordre public et d'application sur tout le territoire de la République, sans préjuger les dispositions des traités auxquels le Mexique est partie. S'il y avait contradiction entre les Accords du GATT de 1994 et la Loi sur le commerce extérieur ou si cette dernière passait certains points sous silence, ce sont donc les dispositions des accords qui prévaudraient. Le Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur occupant dans la hiérarchie des normes un rang inférieur à celui des Accords du GATT de 1994, les dispositions des Accords l'emportent sur celles du Règlement d'application.

## Détermination de l'existence d'un dommage et d'une menace de dommage

### Cumul des importations

Selon les Accords de l'OMC, trois conditions doivent être réunies pour qu'il puisse être procédé à une évaluation cumulative des effets des importations d'un produit faisant l'objet d'un dumping. Le cumul des importations est autorisé notamment si la marge de dumping ou le montant de la subvention afférents aux importations de chaque pays sont supérieurs à la marge *de minimis* ou au montant *de minimis* de la subvention définis à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et que le volume des importations n'est pas négligeable. La législation mexicaine, même si elle prend en compte les autres conditions requises pour qu'il puisse être procédé à une évaluation cumulative des importations, ne contient pas de dispositions touchant la marge *de minimis* (article 43 de la Loi et article 67 du Règlement d'application).

Sur quels critères se sont fondées les autorités mexicaines à cet égard?

Réponse

L'autorité chargée de l'enquête est tenue de respecter les critères concernant la marge *de minimis* et le volume d'importations non négligeable définis à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dans les enquêtes ouvertes après l'entrée en vigueur desdits accords, pour les raisons exposées dans la réponse à la question 1. Jusqu'ici elle n'avait pas fixé de critères précis à cet égard.

**Réciprocité quant à l'établissement de la preuve de l'existence d'un dommage**

**L'article 29 de la loi mexicaine stipule que la preuve de l'existence du dommage ou de la menace d'un dommage sera à apporter exclusivement si le pays d'origine ou de provenance des marchandises considérées accorde la réciprocité. Que signifie expressément cette disposition relative à la réciprocité? A-t-elle déjà été appliquée? Si oui, comment et à l'égard de quel pays? Etant donné qu'aucun des accords ne prévoit le principe de réciprocité en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage ou de la menace d'un dommage, comment concilier cette disposition avec les accords?**

Réponse

Au sens de cet article, la notion de réciprocité signifie que le Mexique apporte la preuve du dommage aux pays qui l'apportent dans les enquêtes concernant des produits en provenance du Mexique.

C'est ainsi que, dans les enquêtes à l'égard de la Chine qui se sont déroulées ces dernières années, la preuve de l'existence du dommage n'a pas été apportée.

En revanche, le Mexique étant Membre de l'OMC, est tenu d'apporter la preuve du dommage à tous les autres Membres, puisque conformément aux dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires les Membres apportent la preuve du dommage dans les enquêtes antidumping et dans les enquêtes en matière de subventions.

**L'article 40 de la loi mexicaine stipule que l'expression "branche de production nationale" pourra désigner l'ensemble des fabricants de la marchandise produite au stade immédiatement antérieur de la même ligne de production continue, sous réserve que la totalité des producteurs des produits similaires soient liés aux exportateurs ou aux importateurs ou soient eux-mêmes importateurs du produit qui fait l'objet de l'enquête.**

**Sachant que cette disposition n'est pas conforme à la définition de l'expression "branche de production nationale" contenue à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et à l'article 16.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, comment le Mexique fera-t-il en sorte de ne pas violer ces dispositions?**

Réponse

L'expression "branche de production nationale" contenue à l'article 40 de la loi doit être interprétée compte tenu des prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, y compris notamment la note de bas de page 46 du second. En conséquence, l'autorité chargée de l'enquête respectera ces dispositions, en vertu desquelles l'expression "produit similaire" s'entend d'un produit identique ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

## **Engagement de la procédure et enquêtes ultérieures**

### **Ouverture d'une enquête d'office**

**La législation mexicaine ne précise pas expressément les conditions et circonstances dans lesquelles une enquête pourra être ouverte d'office (articles 49 de la Loi et 135 du Règlement d'application).**

**Dans quelles circonstances ou conditions les autorités mexicaines pourront-elles ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit par la branche de production nationale touchée? Prendront-elles en compte les dispositions de l'article 5.6 de l'Accord antidumping et de l'article 11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?**

### **Réponse**

Pour que le Secrétariat puisse ouvrir une enquête sans être saisi d'une demande présentée par une partie intéressée, il faut que les circonstances particulières requises soient réunies et que l'autorité chargée de l'enquête ait recueilli les éléments nécessaires permettant de démontrer qu'il existe des raisons de présumer qu'il y a discrimination en matière de prix ou subvention, qu'il y a dommage pour la branche de production nationale du produit considéré et qu'il y a un lien de causalité entre les deux.

L'application des Accords de l'OMC étant obligatoire au Mexique pour les raisons exposées plus haut, si l'autorité chargée de l'enquête décide d'ouvrir une enquête d'office elle devra prendre en compte les dispositions pertinentes.

### **Degré de soutien ou d'opposition à la demande**

**Sachant que la législation mexicaine ne contient pas de dispositions prévoyant le cas où les producteurs constituant plus de 50 pour cent de la production nationale s'opposent à la demande d'ouverture d'une enquête, comme le veulent l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, pourriez-vous indiquer si le Mexique prendrait en compte cette disposition et déciderait de renoncer à ouvrir une enquête si les producteurs constituant plus de 50 pour cent de la production nationale s'opposaient à la demande d'ouverture d'une enquête?**

### **Réponse**

L'autorité chargée de l'enquête appliquerait effectivement les dispositions des articles cités dans cette question puisque, comme on l'a déjà dit, en cas de contradiction entre les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et la législation nationale, ce sont les dispositions des accords qui l'emportent. A supposer qu'à l'issue de l'examen du degré de soutien ou d'opposition à la demande l'autorité compétente établisse que celle-ci n'est pas soutenue par plus de 50 pour cent de la branche de production nationale, il ne sera pas procédé à une enquête, à moins que la ou les entreprises soutenant la demande représentent au moins 25 pour cent de la production nationale totale.

**Notification au gouvernement du pays exportateur**

La législation mexicaine (article 53 de la Loi) ne dit rien de l'obligation énoncée à l'article 5.5 de l'Accord antidumping qui impose aux autorités, après avoir été saisies d'une demande et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, d'aviser le gouvernement du Membre exportateur concerné.

**Comment les autorités mexicaines ont-elles donné suite à cette obligation?**

**Réponse**

La Loi sur le commerce extérieur ne prévoit pas l'obligation d'informer le gouvernement du pays exportateur du fait qu'une demande d'ouverture d'une enquête a été présentée avant d'engager la procédure. Mais les autorités mexicaines respectent cette obligation puisqu'elles sont tenues d'observer les dispositions des accords, pour les raisons exposées précédemment.

**Communication du texte de la demande d'ouverture d'une enquête**

La législation mexicaine ne prévoit pas l'obligation de communiquer le texte intégral de la demande d'ouverture d'une enquête aux autorités du Membre exportateur et aux exportateurs connus, qui est énoncée à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping et à l'article 12.1.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les autorités mexicaines ont-elles donné suite ou sont-elles en mesure de donner suite à cette obligation?

**Réponse**

Les autorités mexicaines ont observé cette pratique, puisque l'article 53 de la Loi leur impose d'adresser aux parties intéressées, en même temps que la notification pertinente, une copie de la demande et de ses annexes, et elles continueront de l'observer à l'avenir.

**Marge de dumping, montant de la subvention et volume non négligeable des importations**

La législation mexicaine ne contient pas de dispositions relatives au critère *de minimis* ou au caractère non négligeable des importations, définis à l'article 5.8 de l'Accord antidumping et à l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les autorités mexicaines tiennent-elles compte de cette règle ou appliquent-elles un certain pourcentage pour établir si le volume des importations n'est pas négligeable et pour calculer la marge de dumping ou le montant de la subvention?

**Réponse**

La Loi sur le commerce extérieur ne fixe pas un pourcentage permettant d'établir si le volume des importations n'est pas négligeable et ne contient pas non plus l'expression *de minimis*. Cependant, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'appliquer les dispositions des Accords du GATT puisque ceux-ci font partie de la législation mexicaine, comme on l'a déjà dit. C'est pourquoi les dispositions de l'article 5.8 de l'Accord antidumping et de l'article 11.9 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires seront appliquées.

## **Mesures provisoires**

### **Délai prévu avant d'imposer des mesures provisoires**

La législation mexicaine prévoit expressément un délai minimum de 45 jours avant d'imposer des mesures provisoires (article 57.1 de la Loi), ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7.3 de l'Accord antidumping et de l'article 17.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, en vertu desquels des mesures provisoires ne sauraient être imposées avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

**Comment les autorités mexicaines donneront-elles suite à cette obligation?**

#### **Réponse**

La contradiction entre l'article 57 de la Loi sur le commerce extérieur et l'article 7.3 de l'Accord antidumping et l'article 17.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires n'est qu'apparente puisque l'article 3 de la Loi sur le commerce extérieur prévoit que les délais sont comptés en jours ouvrables, alors que les délais prévus dans les accords sont comptés en jours de calendrier. Ces deux délais sont donc en réalité très semblables et celui qui est prévu dans la législation nationale est en fait plus long que celui que prévoient les accords et les deux textes sont donc parfaitement compatibles.

## **Engagements**

L'article 112 III du Règlement d'application prévoit la possibilité de limiter les exportations du produit faisant l'objet de l'enquête dans le cadre d'engagements, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 8.1 de l'Accord antidumping.

**Quelles sont les mesures adoptées par les autorités mexicaines pour que ces dispositions ne donnent pas lieu à la mise en place de contingents d'exportation et comment les concilier avec les dispositions de l'Accord touchant la suspension des exportations?**

#### **Réponse**

Pour les raisons énoncées dans la réponse à la question 1, en cas de contradiction entre l'Accord antidumping et le Règlement d'application de la Loi sur le commerce extérieur, l'autorité chargée de l'enquête devra appliquer les dispositions des accords. Pour tout ce qui touche aux engagements en matière de prix, les autorités compétentes devront donc appliquer les dispositions de l'article 8 de l'Accord antidumping.

## **Institution et perception de droits**

La législation mexicaine prévoit la possibilité d'imposer des droits compensateurs inférieurs à la marge de dumping ou au montant de la subvention (article 62 de la Loi) à condition qu'ils soient suffisants pour décourager l'importation de marchandises dans le cadre de pratiques commerciales internationales déloyales. Le Règlement d'application (article 90) prévoit la même possibilité, mais sous réserve que les éléments considérés soient suffisants pour éliminer le dommage ou la menace de dommage.

**Comment les autorités mexicaines ont-elles appliqué cette disposition, puisqu'il y a contradiction entre la Loi et le Règlement d'application, ainsi qu'avec les dispositions de l'article 9.1**

**de l'Accord antidumping et de l'article 19.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?**

Réponse

Il n'y a pas contradiction entre l'article 62 de la Loi sur le commerce extérieur et l'article 90 du Règlement d'application; le second ne fait que compléter le premier. Par ailleurs, il n'est pas exact de dire qu'il y a contradiction entre les articles 62 de la Loi sur le commerce extérieur et 90 du Règlement d'application et les articles 9.1 de l'Accord antidumping et 19.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires puisque tous prévoient la même situation, à savoir l'imposition d'un droit compensateur inférieur à la marge de dumping si ledit droit suffit à éliminer le dommage ou la menace de dommage pour la branche de production nationale. On peut citer à titre d'exemple la décision de Sosa Cáustica publiée au Journal officiel du 12 juillet 1995.